

L'ORDRE NOUVEAU

ORGANE DES SEMAINES SOCIALES
Prix: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

Un monde s'écroule, un ordre nouveau s'élabore. Il faut que
les catholiques laissent mourir ce qui doit passer et qu'ils aident
à créer ce qui mérite de vivre. — LES ÉVÊQUES DE FRANCE.

PREMIÈRE ANNÉE, No 8
Montréal, 20 janvier 1937

Pour une politique familiale

II. — Situation précaire de la famille dans la société moderne

La nécessité d'une politique familiale s'impose à l'État aujourd'hui plus que jamais. Les changements qui se sont produits dans le régime économique moderne, par le fait de la grande production, ont rendu de plus en plus précaire la situation de l'ouvrier père de famille. Celui-ci, en effet, est de nos jours moins à même de faire face aux besoins d'une famille, parce que, à cause des exigences de la civilisation, il a été peu à peu dépouillé d'une partie de ses moyens de gagner. Il suffit pour s'en rendre compte de jeter un coup d'œil sur le régime économique tel qu'il existait autrefois avant l'introduction de la machine et la généralisation de l'usine.

Alors, en effet, la presque totalité des ouvriers, après avoir travaillé quelque temps à salaire, sous la conduite d'un patron, avaient la perspective de devenir patrons à leur tour et d'ouvrir une boutique à leur compte. Ainsi, à mesure que croissaient les charges de famille, les ressources augmentaient en proportion.

L'ouvrier avait de plus complète liberté de disposer de son temps; de travailler douze heures, seize heures, dix-huit heures, s'il le fallait, pour subvenir aux besoins de sa famille. Enfin, rien ne l'empêchait, s'il était nécessaire, d'utiliser les forces de ses enfants, dès que ceux-ci étaient capables de rendre service, le niveau de la civilisation n'exigeant pas alors un long stage à l'école.

Or, depuis que la machine a permis à la grande production de s'implanter partout, depuis que l'immense usine a fait disparaître la petite boutique, la grande majorité des travailleurs ont perdu la possibilité de devenir patrons. Ils sont destinés à rester leur vie entière au rang des salariés. Au cours de leur vie d'ouvrier, ils verront sans doute croître leur salaire, mais non pas dans la même proportion que leurs charges de famille. Et quand ces charges le presseront, le chef de famille n'aura pas, comme l'ouvrier d'autrefois, la ressource de prolonger son travail et d'augmenter sa production: la journée de huit heures lui est imposée par la civilisation moderne; elle a été sanctionnée par la législation internationale, en attendant qu'on décrète la journée de six heures comme mesure nécessaire pour faire disparaître le chômage.

Enfin, l'ouvrier d'aujourd'hui ne peut compter au même degré que celui des générations précédentes sur la collaboration de ses enfants. La vie moderne exige que l'enfant fasse à l'école un stage de dix, douze ans, et même davantage. De plus, la législation de presque tous les pays interdit à l'enfant tout travail dans les usines avant l'âge de quatorze ou seize ans et, après cet âge, l'État intervient encore parfois pour défendre d'employer le grand garçon à certains travaux qui seraient plus rémunérateurs ou pour limiter la durée journalière de son travail.

Toutes ces mesures sont sages et excellentes. Elles sont à l'avantage de la société qui en bénéficiera dans l'avenir, puisqu'elle sera composée de citoyens plus robustes et plus instruits. Mais, en attendant, il faut vivre et le père de famille doit, seul avec ses deux bras, ravitailler, vêtir, loger sept ou huit enfants. On l'a dépouillé, au nom des exigences de la civilisation moderne, d'une partie de ses moyens de gagner. Que lui a-t-on donné en retour? Rien.

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions une fraction considérable de la classe ouvrière ne possède pas aujourd'hui les ressources pour assurer le minimum de subsistance d'une famille: c'est, en particulier, le cas pour les ouvriers occupés aux emplois qui ne requièrent aucune spécialisation ou qui ne demandent qu'un léger apprentissage. Dans son dernier rapport officiel, le Conseil Canadien du Bien-être social constatait que dans ce genre d'emploi (*unskilled or semiskilled labour*) le salaire des travailleurs reste très souvent assez inférieur aux allocations que reçoit en secours le chômeur chef d'une famille nombreuse.

Il faut en conclure qu'au Canada une notable partie des chefs de familles nombreuses ne gagnent pas un salaire suffisant pour assurer la subsistance de leurs familles.

Or, nous l'avons établi, l'État a le droit et le devoir d'ordonner le régime économique de façon que le groupe familial y puisse vivre convenablement.



Le moyen d'opérer cette adaptation, en partie du moins, existe: ce sont les allocations familiales.

Les allocations familiales sont une institution qui a déjà fait ses preuves. Elles ont été mises en opération avec succès depuis près de vingt ans par les patrons de France et de Belgique; depuis quelques années, elles sont appliquées juridiquement et d'une façon généralisée à tous les salariés de ces deux pays. Elles ont été sanctionnées par l'approbation et l'encouragement officiel de Pie XI dans l'encyclique *Quadragesimo anno*.

Mais une pareille institution ne saurait devenir une réalité chez nous que sous la pression de l'opinion; et le moyen le plus efficace pour mettre la question devant l'esprit du public serait que quelqu'un prit les devants et donnât le branle au reste du pays.

Ce rôle reviendrait de droit au gouvernement de la province de Québec. Les allocations familiales sont une création des patrons français et catholiques; n'appartient-il pas au gouvernement français et catholique de Québec, qui est le principal employeur de la province, d'être le premier à donner des allocations familiales à ses fonctionnaires pères de famille? Il pourrait compléter son action en imposant aux soumissionnaires des travaux publics l'obligation de verser des allocations familiales au personnel qu'ils emploient pour l'exécution de leurs contrats.

Ce serait ensuite le tour des grandes municipalités d'entrer dans la même voie.

Nous sommes persuadé qu'il suffirait de voir fonctionner le régime des allocations chez une classe de salariés, pour qu'il soit désiré et réclamé par le reste du pays. Et si jamais la généralisation des allocations devenait une réalité, la solution presque complète du problème matériel des familles serait trouvée; en même temps on aurait dressé une barrière efficace à la propagande du communisme chez nous.

Léon LEBEL, S. J.

L'ORDRE CORPORATIF

aux prises avec la réalité

Journées d'études sociales catholiques tenues à Paris

II. — Dans l'agriculture

Comme tous les restaurateurs exacts de l'ordre corporatif, M. Salleron s'inspire de La Tour du Pin, dont il aime à citer une définition: « Le régime corporatif est une organisation de la société en corps professionnels, aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre économique... Dans l'ordre économique, il substitue à la liberté illimitée du travail et du capital, à la concurrence sans frein qui en résulte, des règles véritables dictées par les corps professionnels eux-mêmes dans l'intérêt de la sécurité et de la loyauté du métier. » C'est ce qu'il conviendrait d'appliquer à l'agriculture.

Or si, dans le commerce et l'industrie, on trouve des groupements forts, le syndicalisme agricole est généralement faible. Bien mieux, s'il y eut autrefois de nombreuses corporations de métiers, on ne vit jamais de corporations agricoles, hormis celles des jardiniers et quelques-unes de vigneronnes. L'association est un fait récent dans l'agriculture française, dont M. Salleron donne le mérite à son initiateur: Gailhard-Bancel. Jusqu'au siècle dernier, le problème agricole fut un problème de la terre, un problème foncier. Les associations agricoles naquirent d'une réaction de défense contre les trusts de fabricants d'engrais, les concentrations d'acheteurs de produits agricoles. Le régime corporatif est nécessaire à l'agriculture, autant, même plus qu'aux autres branches

de l'économie. D'abord, parce que la corporation tend à éliminer les faiblesses et les vices énumérés; elle décentralise, échappe au virus des querelles politiques, règle elle-même la plupart des difficultés sans recours à l'État-providence; elle réveille donc les élites paysannes, rend au terrien des droits usurpés par le politicien. Ensuite, elle simplifie et améliore la conduite de la production, qui est faite par les intéressés selon les régions et les produits, conformément à la multiplicité des droits, dans leur réalité et leur harmonie. La corporation sauverait l'agriculture de son déclin en élevant les agriculteurs à un ordre commun, car le régime corporatif s'oppose non pas à telle ou telle conception d'organisation professionnelle et d'organisation politique, il s'oppose d'abord au régime individualiste.

Ainsi abritée de la lutte des classes, l'agriculture française pourrait se conduire elle-même, sans la tutelle publique, grâce à ses conseils corporatifs tout proches des syndicats, grâce aux Chambres d'Agriculture, dotées de pouvoirs corporatifs et chargées de veiller aux intérêts économiques des régions. Chambres et syndicats évolueraient ainsi dans le sens de leurs activités présentes. Car l'agriculture française est prête: ses corporations ne seront pas ceci ou cela, mais les associations actuelles transplantées en régime corporatif, développées et vivifiées par lui.

(A suivre)

La lutte contre le communisme

Dans une entrevue donnée à Rome, S. Ém. le cardinal Goma, archevêque de Tolède, a déclaré que les nationaux espagnols luttèrent d'abord pour la défense de leur foi et que la guerre en Espagne était avant tout une guerre religieuse. Le communisme veut ruiner, a-t-il ajouté, la propriété, la famille, l'autorité, la religion. On l'a laissé durant cinq ans faire une propagande active. Cette propagande a abouti au mouvement subversif d'aujourd'hui.

On comprend, à la lumière de cette déclaration, l'opportunité de la consigne que S. Exc. Mgr Gauthier donnait le 31 décembre dernier: « Il ne faut cesser de s'opposer au communisme... Nous ne pouvons le laisser se propager parmi nous. » On saisit mieux aussi le devoir qui s'impose à l'État, dont le communisme veut le renversement ici comme en Espagne, de ne pas tolérer ses menées.

C'est pour répondre à ces consignes, qui s'inspirent d'ailleurs de celles du Pape, que l'Ordre nouveau fait une si large place dans ses pages à la menace communiste. Quelques-uns préféreraient la politique des yeux fermés et du silence. Dénoncer le communisme serait faire son jeu. L'expérience des autres pays nous enseigne le contraire. Qui veut jouer ici le rôle de l'autruche nous conduira à la ruine.

Le programme politique du nouveau bloc catholique belge

Pour répondre aux besoins nouveaux, le Parti catholique belge a refait ses cadres. Il a renouvelé aussi son programme politique. Voici deux de ses principales déclarations:

Forme de l'État. — Le Directoire reste fermement attaché au régime représentatif, seul compatible avec l'exercice des libertés politiques dans le cadre des partis. Il ajoute cependant que l'existence des partis doit se concilier avec la nécessité de gouverner et qu'à ce point de vue des réformes profondes s'imposent dans le sens d'un renforcement de l'autorité de l'État.

Organisation professionnelle. — Le Directoire du bloc catholique belge considère comme une urgente nécessité pour le pays de s'engager dans la voie de l'organisation des professions que recommande d'une manière pressante l'encyclique *Quadragesimo anno*. Il estime que cette réforme doit être poursuivie sur la base « des syndicats libres dans la profession organisée », à l'exclusion de tout corporatisme d'État.

« Si la construction de l'ordre nouveau se fait sans les catholiques, avait déclaré le cardinal-archevêque de Malines, quelque temps avant le congrès du Parti, elle se fera contre eux. »

Pour les classes moyennes

Pense-t-on assez, dans cet effort de restauration sociale qui s'accroît de jour en jour, aux classes moyennes? Le petit propriétaire est une force pour une nation. C'est le meilleur élément d'ordre, de stabilité sociale. « Faites des ouvriers de petits propriétaires, disait un économiste chrétien, et vous éviterez le socialisme. » Mais encore faut-il d'abord s'efforcer de maintenir ceux qui le sont déjà. Or, il est évident que la plupart des réformes préconisées ignorent les classes moyennes quand elles ne les menacent pas. D'où leur mécontentement et souvent leur adhésion à des mouvements de force où elles espèrent trouver une protection à la fois contre l'oppression du capitalisme cupide et la poussée tumultueuse du prolétariat. La sauvegarde des classes moyennes devrait être le souci de tout gouvernement qui a le sens de la justice sociale et du bien commun.

La Persécution religieuse en Russie et l'opinion protestante

Nous avons signalé, dans notre numéro du 20 décembre, l'étrange attitude d'un bon nombre de ministres protestants en face du mouvement communiste. Sa malaisance semble leur échapper. L'ancien préfet du pénitencier de New-Westminster, M. Edgett, cite à ce sujet un journaliste anglais, M. William Henry Chamberlain, qui séjourna en U. R. S. S. de 1922 à 1934, comme correspondant du *Manchester Guardian*.

Ce nouveau témoignage sur la persécution religieuse en Russie est à retenir. En voici la partie essentielle, telle que l'a publiée l'*American Mercury* dans sa livraison de septembre 1936:

Principaux aspects de la persécution

« Les ministres protestants constituent une partie notable du contingent touristique qui chaque année visite l'Union soviétique. Il convient peut-être de louer la largeur d'esprit qui porte ces gens à rechercher et à découvrir du bon et du bien dans un État fondé sur l'athéisme dogmatique. Mais aucun de ces pèlerins ecclésiastiques à Moscou ne semble avoir entrevu l'étendue de la persécution religieuse sous le régime soviétique. Il faudra vraiment s'inquiéter, si un jour en Allemagne on garde dans le domaine des affaires ecclésiastiques un silence complet de mauvais augure. C'est bien le cas en Russie. Là, aucune relation n'est possible entre les journalistes et les représentants de l'Église orthodoxe ou des sectes évangéliques russes, car les clercs qui se permettraient de telles relations seraient immédiatement arrêtés et conduits en exil.

« On peut résumer ainsi les principaux aspects de la campagne soviétique dont le but est de faire disparaître toute forme de croyance religieuse:

— Enseignement intense de l'athéisme dans les écoles. Tout instituteur qui refuse de donner un enseignement antireligieux risque d'être renvoyé.

— Défense absolue d'imprimer ou d'importer des livres religieux. Par contre, on facilite le plus qu'on peut la publication intensive de livres athéistes. La liberté qu'on accordait jadis à la propagande religieuse a été retirée, et aujourd'hui une telle propagande est un crime.

— Dans le domaine social et politique, les croyants sont tenus pour des incapables. Un étudiant connu pratiquant doit être chassé de l'Université. Un employé civil qui fréquente assidûment l'Église est passible de renvoi.

« Dans les camps de concentration on trouve un bon nombre de prêtres et de ministres protestants; ordinairement ils y ont été déportés sans subir de procès. Ce qui étonne, ce n'est pas le caractère terroriste de l'État soviétique, c'est l'obstination des libéraux et des radicaux étrangers à ne pas remarquer ce caractère, alors même qu'il se manifeste avec une évidence fulgurante. Il est déconcertant de voir en Amérique des gens revendiquer avec passion la liberté civile, la réforme des prisons, les droits des minorités et autres principes semblables, et en même temps exalter d'une façon inqualifiable l'Union soviétique, ce pays classique des travaux forcés, de la censure, de l'espionnage, de l'exil et de la suppression totale de toute idée ne cadrant pas avec la conception stalinienne du communisme orthodoxe. C'est tout comme si une société de végétariens envoyait un message de félicitations à une tribu de cannibales; ou encore, comme si un groupe de pacifistes désignait Mussolini pour le prix Nobel de la paix. »

Campagne anticommuniste

La vérité finira-t-elle par s'imposer aux plus aveugles? Un récent numéro de *Sept* nous apprend que les milieux protestants français commencent à s'émeouvoir. Il y eut à Paris, en décembre dernier, un congrès international des Églises protestantes réformées. Toutes n'y étaient pas représentées. Plusieurs personnalités refusèrent d'y participer, ne voulant pas se compromettre dans une offensive contre le communisme, dont ce congrès devait être le prétexte. Mais une élite active y prit une attitude ferme. Et voici les résolutions qui furent adoptées:

Les participants à ces conférences, profondément émus par la menace qui pèse sur les Églises du fait de la propagande communiste;

Constatant l'absence de toute formation exacte, dans les milieux protestants, sur la doctrine communiste;

Constatant l'atteinte directe que constitue cette doctrine aux fondements mêmes de la famille, de la patrie et de l'Église;

Constatant l'inertie apparente de la majorité de leurs conducteurs spirituels, qui semblent ignorer le péril;

Tiennent à établir la distinction précise entre les responsables de la campagne communiste et ceux qui en sont les victimes, souvent inconscientes;

Affirment la nécessité urgente de combattre la doctrine communiste de toutes leurs forces;

Demandent la publication des travaux de ce Congrès et leur plus large diffusion;

Adjurent tous les chefs des Églises protestantes de langue française de faire état de cette documentation, faute de quoi leur silence prolongé deviendrait le signe de coupables compromissions;

Déclarent que désertir le combat équivaudrait à une trahison;

Font appel à Dieu pour leur permettre de poursuivre la lutte entreprise, sans haine, mais sans faiblesse.

Bienfaits des encycliques

Même si l'on n'est pas d'accord avec toutes les conclusions de ce congrès, écrit *Sept*, surtout parce qu'il laisse flotter encore quelque confusion en ce qui concerne les moyens de lutter contre la « maladie sociale » qu'est le communisme, on ne peut que féliciter ses organisateurs du travail immense de documentation sur la propagande des sans-Dieu, à laquelle tout chrétien ne pourra se reporter sans gratitude.

Et l'on songe avec une profonde reconnaissance aux encycliques de nos grands papes, *Reverentiarum* et *Quadragesimo anno*, qui ont permis depuis longtemps déjà à la plupart de nos dirigeants catholiques de prendre une position nette et sans ambiguïté, contre le « Communisme au double visage ».

AVERTISSEMENT DES EVÊQUES AMÉRICAINS

Devant les progrès du communisme aux États-Unis la hiérarchie catholique multiplie ses avertissements.

Au congrès national des Femmes catholiques tenu en octobre à Galveston, S. Exc. Mgr Noll, évêque de Fort-Wayne, disait: « Si on me demandait aujourd'hui quel est le plus grand danger qui menace actuellement et l'existence de la nation et la vie de l'Église, je répondrais: l'erreur communiste. » Et S. Exc. Mgr Rummel, archevêque de la Nouvelle-Orléans: « Quand le communisme s'est vanté de conquérir le monde, aurait-on pensé qu'il se répandrait si rapidement sur la face de la terre? De la Russie où il est fortement retranché, il

étend ses tentacules, comme une pieuvre immense, sur des pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique, qui nous semblaient assez puissants pour échapper à son étreinte. Dans notre chère Amérique, sa propagande sape les fondements de nos meilleures institutions et elle gagne des adeptes dans des milieux qui auraient dû être les forteresses de l'ordre social. »

Lors de sa réunion générale tenue le 26 novembre à l'Université catholique de Washington, l'épiscopat a publié une déclaration collective demandant à toutes les forces spirituelles de s'unir contre l'ennemi commun, qui veut établir la domination du matérialisme.

LE CATHOLICISME

en face du

communisme

par Mgr Fm SHEEN

DEUX RELIGIONS QUI S'AFFRONTENT

Un des plus célèbres prédicateurs des États-Unis, Mgr Sheen, professeur à l'Université catholique de Washington, prononçait, il y a quelque temps, un discours sur le catholicisme et le communisme qui produisit une profonde impression. Quelques passages traduits en français ont paru dans les journaux d'aujourd'hui. Nous avons pu obtenir de France, où elle avait été faite, la traduction complète de ce discours, avec l'autorisation de Mgr Sheen de le publier en brochure. Il paraîtra le 23 janvier dans la collection de l'Œuvre des Tracts (à l'École Sociale Populaire, 10 sous). Nous croyons intéresser nos lecteurs en leur donnant cet extrait substantiel.

Quand j'emploie le mot *communisme*, je n'entends pas un système purement économique. Par lui, j'entends une philosophie de la vie qui mobilise les âmes pour des fins économiques et temporelles.

Au point de vue économique, il n'y a rien de nouveau dans le communisme; c'est la logique des pires aspects de l'esprit de capitalisme qu'il prétend condamner. Le capitalisme a fait de l'économie la fin principale de la vie humaine; le communisme en fait la fin unique. Et même, le communisme est si décidé que l'homme n'aura d'autre fin que le temporel, qu'il n'en laisse pas la réalisation à quelques capitalistes de hasard, mais il en fait la fin même de l'État. Donc, au point de vue économique, ce n'est pas une révolution qui a commencé une ère nouvelle, c'est une révolution qui marque la fin d'une ère ancienne. Ce n'est pas le cri de la naissance, c'est le râle de la mort; c'est le dernier soupir d'une civilisation qui, pendant trois cents ans, a oublié le Royaume de Dieu pour ne poursuivre que les choses de la terre.

Une vie sans Dieu

Le communisme, tel qu'il a été défini, n'est pas particulier à la Russie seule. Là nous voyons la mobilisation des âmes sous un déguisement économique, où 160,000,000 de créatures de Dieu, destinées à la vie éternelle, sont déshumanisées et réduites à l'état de fourmis dont le seul but dans la vie est la construction de la grande fourmilière de la classe sans classes; nous le voyons sous un déguisement politique au Mexique où trahir est synonyme d'adorer le Crucifié; nous le voyons sous un masque raciste en Allemagne où l'État a résolu d'écraser la religion de Celui qui est ressuscité d'entre les morts et de retourner à la barbarie de dieux qui pourrissent encore dans leurs tombeaux. Dans ces trois cas, les hommes sont contraints par la force à vivre leur vie sans Dieu; on les a frappés et martelés dans le nouveau moule de la collectivité, où la barbarie filtre à travers le tamis de l'État et où les dieux de l'économie sont souverains.

Comment ce mouvement mondial de mobilisation des âmes pour des fins temporelles nous est-il arrivé? Il a surgi sans doute comme réaction contre l'autre erreur extrême, « le rude individualisme ». D'autre part, la Grande Guerre nous a habitués à la mobilisation et, comme conséquence, à la valeur relativement petite de l'homme.

Lorsqu'un monde qui se vante de progrès en arrive à pouvoir envoyer des millions d'hommes « en masse » sur le champ de bataille, pour rougir l'eau des rivières, pour transformer les champs de coquelicots en Hacedamas de sang, pour déchirer de grandes plaies béantes dans les cathédrales gothiques, c'est que vraiment il ne sait plus que chaque homme a une âme immortelle, et qu'aux yeux de Dieu il est autant une personne humaine et a autant de valeur que le roi qui déclare la guerre, ou le général qui la dirige de l'arrière, et peut-être même plus de valeur, s'il aime Dieu davantage.

Mépris de la personne humaine

Les droits sacrés et inaliénables de la personne humaine sont vraiment considérés comme chose triviale, lorsque les ossements de six millions d'hommes peuvent être par-semés dans les champs pour une cause en-

core inconnue. Les créatures de Dieu ont perdu leur valeur quand on peut les généraliser sous le titre anonyme de « Soldat Inconnu ».

Cet esprit de mobilisation de la guerre, qui a eu pour résultat le suicide en masse, — car c'est bien cela que fut la Grande Guerre, — a laissé son empreinte sur l'esprit moderne. Le monde mobilise toujours, il ignore toujours l'humain, il compte toujours les corps au lieu des âmes, il pense toujours à la pauvreté et non aux pauvres, aux masses et non à l'homme.

Le communisme est l'achèvement complet de cette tendance à minimiser la personnalité humaine en mobilisant son esprit pour la collectivité dépourvue d'esprit qui n'a d'autre fin que le temporel.

Une religion

Parce qu'il inspire le sacrifice, parce qu'il contrôle l'esprit humain jusque dans sa profondeur, se faisant même le juge de la conscience, parce qu'il enseigne une doctrine de salut et prétend donner une explication et même une réponse à tous les problèmes de la vie, il est plus qu'un système d'économie; c'est une religion.

Mais comme religion, ce n'est pas une hérésie au sein de la chrétienté, c'est le singe du christianisme, semblable dans tout ce qu'il a d'extérieur, mais différent par son esprit. Lui aussi a une bible, qui est le *Das Kapital* de Karl Marx; il a son péché originel, qui est le capitalisme; il a son atente messianique, qui est la classe sans classes et la race sans Dieu; il a son sacerdoce, qui est le haut commissariat. Il ressemble au christianisme en toutes choses, sauf une; il est inspiré non par l'esprit du Christ, mais par l'esprit du serpent. C'est le nouvel Israël, le nouvel élu, le corps mystique de l'Antéchrist.

La fraternité eucharistique

Il n'y a qu'une manière d'édifier un ordre social où les hommes soient libres et égaux; il faut commencer par la fraternité. Mais il n'y a qu'une seule méthode au monde pour que tous les hommes soient frères, et c'est en leur donnant un Corps commun et un Sang commun. Et il n'y a qu'un seul Père dans l'univers qui soit assez bon et assez puissant pour faire de nous tous ses fils adoptifs, c'est le Père céleste qui a tant aimé le monde qu'il lui a envoyé son Fils bien-aimé pour lui donner son Corps et son Sang.

Grâce à l'Eucharistie, le symbole séculaire d'une nourriture commune à tous devient le fondement de la fraternité des hommes et de la Paternité de Dieu. De même que plusieurs grains de froment font un même pain, et plusieurs raisins de la vigne, un même vin, de même nous, tout en étant plusieurs, formons un seul corps dans ce pain qui est le Corps et ce vin qui est le Sang. Une fois que les hommes sont devenus frères du Christ et fils du Père céleste à la table de communion, ils sont à la fois égaux et libres: égaux, parce que Dieu aime chacun d'eux infiniment et que chacun a un besoin commun que Dieu seul peut satisfaire; libres, parce que chaque âme est unie au Christ qui peut tout ce qui est bon. Et quelle plus grande liberté y a-t-il que celle-là? Les communistes veulent une classe sans classes. Notre-Seigneur aussi.

En un mot, on ne peut faire face au communisme qu'avec cette forme historique du christianisme qui a été exclue de la civilisation occidentale depuis trois cents ans

et qui maintenant rentre d'exil, à savoir l'Église.

Le corps mystique de l'Antéchrist ne peut être vaincu que par le Corps mystique du Christ.

Liberté, égalité, fraternité

Maintenant, voulez-vous connaître la supériorité de la fraternité eucharistique sur la camaraderie des soviets, ou du communisme sur le communisme?

Alors, rappelez-vous les trois mots qui ont retenti dans le monde entier depuis la Révolution française, et que l'on peut voir encore vaguement inscrits sur les édifices publics en France: « Liberté, Égalité, Fraternité ». Quel est le premier? Par lequel des trois l'ordre social va-t-il commencer? Le capitalisme dit: il faut commencer par la « liberté ». Que l'homme soit libre d'accumuler la richesse sans aucune intervention soit de l'État, soit de la religion. Or ils ont eu leur liberté, qui n'était qu'un autre nom pour l'égoïsme, et elle n'a apporté ni l'égalité ni la fraternité. Le communisme, qui ne diffère que par le nom, commença par l'égalité ou le développement d'un état homogène de consistance gélatineuse où tous les hommes étaient égaux, parce que tous serviteurs de l'État capitaliste. Ils ont eu leur égalité, Dieu sait, qui n'était qu'un autre nom pour désigner la tyrannie, et elle a détruit la liberté et la fraternité. L'Église déclare qu'ils ont tort tous les deux. Elle dit que ce n'est ni par la liberté ni par l'égalité qu'il faut commencer, mais par la fraternité ou l'union fraternelle. Les ouvriers d'une usine de tracteurs en Russie et les O. G. P. U. sont égaux aux yeux de l'État, où il n'y a pas de classes, mais il est absurde de les appeler des frères.

l'État, mais en réalisant sa perfection en Dieu pour lequel il a été créé.

La table de communion

La table de communion est, pour cette raison, la plus grande démocratie sur la surface de la terre; elle est même une plus grande niveleuse que la mort, car là la distinction entre riches et pauvres, savants et ignorants, disparaît; là le millionnaire doit prendre la patène du vulgaire ouvrier, le patron doit se mettre à genoux à la même table que l'employé, le professeur d'université doit manger le même pain que l'humble Irlandaise qui ne sait dire que son chapelet. Le mur frontière entre les nationalités est jeté à terre et transformé en un royaume spirituel où tous sont un parce qu'ayant un même Seigneur, une même Foi, un même Baptême, un même Pain. Toute prière est dite dans le grand contexte de la fraternité où chaque action égoïste du riche et chaque forfait envieux du pauvre est considéré comme un obstacle à l'unité de ce corps. Nous disons donc que si vous voulez être un vrai communiste, vous devez alors être un communiste et apporter vos cœurs sur l'enclume de la Vie divine, pour qu'ils soient forgés en un seul cœur par le feu eucharistique du Sacré Cœur, où l'on ne s'appelle pas du nom atomique de « Camarades » mais du nom spirituel de « Frères ».

Violence communiste et violence catholique

Enfin, l'Eucharistie fait du sacrifice l'inspiration de la Victoire. Ici nous touchons à un autre but commun à l'Église et au communisme, à savoir la violence. Le communisme remporte la victoire par la violence; et nous aussi. « Le Royaume des cieux se prend par violence, et ce sont les violents qui s'en emparent. » (*Math.*, xi, 12.) Mais quelle différence! La violence du communisme est dirigée contre son prochain; la violence du catholique est tournée contre lui-même. La violence du communisme est la lutte des classes, l'antagonisme mutuel, la crainte, le sabotage, la haine et la malice. D'après la morale communiste, toute violence se justifie du fait qu'elle profite à l'État prolétarien. La violence du catholique, au contraire, est tournée contre lui-même: lutte contre ses plus basses passions, ses concupiscences dégradantes, sa haine, son égoïsme, sa jalousie, en un mot contre tout ce qui pourrait l'empêcher de répandre son âme en amour pour Dieu et pour son prochain. Il a reçu l'ordre de pousser la violence contre lui-même jusqu'à se couper la main, si elle le scandalise, mais il lui est défendu de couper la main de son prochain.

L'amour du prochain

Lunarcharski, le commissaire soviétique de l'Éducation, a bien exprimé la différence: « Nous haïssons le christianisme et les chrétiens. Ils préchent l'amour du prochain et la pitié, ce qui est contraire à nos principes. L'amour chrétien est un obstacle au développement de la révolution. Nous devons apprendre à haïr, et alors seulement nous conquerrons le monde. » Mais haïr n'est pas notre loi, Notre-Seigneur nous l'a dit: « Vous savez que ceux qui sont regardés comme les chefs des nations les dominent, et que leurs princes ont puissance sur elles. Il n'en est pas de même parmi vous; mais quiconque voudra devenir le plus grand, sera votre serviteur. » (*Marc.*, x, 42-43.) Ils disent qu'ils doivent apprendre à haïr; nous disons, nous, que nous devons apprendre à aimer, et le seul moyen de montrer à l'homme et à Dieu et pour son prochain est de sacrifier l'égoïsme et de faire de nos « moi » évanescents l'échelon pour atteindre aux choses plus élevées.

Amour ne veut pas dire avoir, être propriétaire, posséder; il veut dire être à, appartenir à, être possédé. Son symbole n'est pas le cercle toujours circonscrit par le moi, mais la croix avec les bras étendus pour embrasser toute l'humanité de son étreinte.

Le Parti communiste canadien

(Suite)

Activités

Pour tromper la faveur du public, des ligues surgissent, dirigées par des militants; en plus d'unions pour les minorités étrangères, c'est la Canadian Labor Defence League, la Workers' International Relief, la League against War and Fascism, la Women's Labor League, la Farmers' Unity League, etc., etc.

La Workers' Unity League, mouvement syndical franchement communiste, est maintenant abandonnée. La récente tactique du front uni, du front populaire, contraire à toutes les directives passées, ordonne aux membres de la W. U. L. d'envahir le Congrès des Métiers et du Travail du Canada (section de la Fédération américaine) et le Congrès pan-canadien du Travail. C'est fait. Leur présence se montre déjà influente.

L'Ex-Radical dévoile les activités communistes auprès des mineurs, des bûcherons, des débardeurs, et les grèves qu'elles ont provoquées parmi eux. Cette propagande habile et sournoise attaque toutes les catégories d'ouvriers.

Journal, tract, plaquette, affiche, bibliothèque circulante, conférence, tout est mis en œuvre pour assurer une propagande efficace, inlassable. Les journaux ouvertement communistes ont 135,000 abonnements payés; les principaux sont: *The Daily Clarion* (quotidien, Toronto), *The Young Worker* (hebdomadaire, Toronto), *The Ukrainians Labor News* (quotidien, Winnipeg), *Vapus* (quotidien, Sudbury) et sept autres hebdomadaires hongrois, russe, polonais, etc. L'auteur commet-il une erreur en plaçant le Monde ouvrier parmi les journaux du Parti? Oui, s'il faut en croire les déclarations de M. Francey, son directeur.

Formation des militants

Cette littérature de masse ne peut suffire aux militants. Ils doivent lire les ouvrages plus substantiels des grands révolutionnaires pour y prendre la doctrine et l'esprit du mouvement.

Les militants jeunes doués suivent des cours réguliers, toutes dépenses payées, dans des collèges communistes d'où ils sortent après six mois ou un an, diplômés en science bolcheviste. Plusieurs de ces collèges existent au Canada: celui du Manitoba est situé à Parkdale, près de Winnipeg, celui de l'Alberta, à Sylva Lake, celui de l'Ontario, dans un Hebrew Summer Camp, sur le lac Ontario.

Chaque année, le Parti envoie, dans le plus grand secret, à Moscou, quatre ou cinq de ses sujets, que de durs expérimentations sélectionnés. Ils y restent deux et trois ans à étudier plus profondément que dans les collèges canadiens les techniques révolutionnaires, la pensée de Marx, Engels, Boukarine, Lénine, Staline. Les six mille jeunes hommes, élèves de la grande Université cosmopolite, se divisent en groupes selon leur communauté d'origine. Ils mènent une vie confortable aux dépens du Parti, qui espère en faire des chefs d'une compétence imposante et orthodoxe.

D'où vient l'argent?

La question se pose: qui pourvoit aux dépenses qu'exigent une propagande intensive, la formation des militants et des chefs, l'organisation du Parti et ses activités? Nous avions cru que le Komintern de Moscou fournissait des fonds abondants. Erreur, paraît-il. L'Ex-Radical l'affirme catégoriquement, et nous sommes porté à le croire, bien que déjà le Parti canadien, aux temps angossés du procès Tim Buck, ait lancé un S. O. S. à Moscou demandant d'urgence quelque \$10,000. En temps ordinaire, chaque pays doit faire vivre son Parti. Tous les adhérents contribuent avec une générosité fondée sur leurs revenus; même les chômeurs préviennent sur leur « secours direct » une cotisation hebdomadaire. Un ouvrier qui gagne \$10 par semaine donnera 20 sous, un salaire de \$20 est taxé à 50 sous. Tout membre élu à une fonction publique verse de 10 à 50% de ses émoluments. On tire profit de coopératives d'achat et de vente, de clubs, pique-niques, etc.; aucun moyen n'est méprisé et les petits ruisseaux alimentent la grande rivière. C'est donc sur le désintéressement des membres et des chefs que compte le Parti. Ils travaillent, peinent, luttent, se dévouent sans espoir d'enrichissement personnel mais avec la passion de voir triompher la cause.

Staline trahit

L'Ex-Radical passa trois ans à l'Université de Moscou. Pour son malheur, il rapporta des impressions de voyage scandaleuses, qui lui valurent l'exclusion du Parti. Entre les périodes scolaires il se plut à visiter les camps de concentration où sont détenus les nombreux prisonniers politiques, les suspects et les irrédutibles. Il constata avec stupeur la misère affreuse qui y règne. A causer avec les prisonniers il découvrit que Staline trahit la Révolution. Communiste sincère, fervent de Lénine, il encaissa une amère déception. Lénine, en constituant l'U. R. S. S., avait promis et garanti aux diverses nationalités composantes le respect de leurs particularités ethniques. Maintenant Staline n'en a cure. Bien plus, le Russe doit dominer, s'imposer; toute autre langue ou culture, disparaît.

Pour justifier une propagande hypocrite, on publia des livres, de la littérature officielle dans l'idiome d'une lointaine tribu nomade peu à craindre, pendant que des troupes spéciales lancent la chasse en Géorgie, en Ukraine, au Caucase, dans la région des Cosaques, aux nationalistes récalcitrants qui s'opposent à l'assimilation et qui vont expier ce crime aux travaux forcés.

L'Ex-Radical eut la naïveté de vouloir entreprendre une campagne dans le but de modifier cette politique de Staline. Il ne risqua rien là-bas: c'eût été la mort. Mais revenu au Canada, il communiqua ses projets aux chefs. Après avoir essayé vainement pendant des mois à le ramener à plus de soumission, ceux-ci l'exclurent du Parti. Plus de mille communistes quittèrent les rangs pour le même motif. — (*La conclusion au prochain numéro*)

LE CANADA SE DÉFEND

Alertés par les graves avertissements du Pape et les énergiques dénonciations de ses chefs, la population catholique du Canada semble réaliser davantage le danger du communisme. De sérieux efforts sont faits pour enrayer ses progrès. Un bon nombre de nos associations ont demandé aux gouvernants la répression énergique de toute propagande subversive et l'adoption de réformes sociales propres à faire disparaître les abus du capitalisme. Des enquêtes discrètes se poursuivent dans les centres les plus travaillés par le communisme pour repérer ses victimes et tenter de les sauver. Mgr l'évêque auxiliaire de Montréal avait demandé aux Chevaliers de Colomb, l'an dernier, de diriger de ce côté leurs activités. La plupart des Conseils ont répondu à cet appel et entrepris une campagne active.

Nos associations professionnelles sont aussi entrées dans la mêlée. Les Syndicats catholiques, entre autres, bien placés pour se rendre compte de la propagande communiste, lui opposent une vive résistance. Par

L'ORDRE NOUVEAU

Bulletin bi-mensuel

de doctrine et d'action sociale

publié par

LES SEMAINES SOCIALES

et l'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction: 1961, rue Rachel Est

Administration: 4260, rue de Bordeaux

MONTREAL

Le numéro: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

POUR LES CERCLES D'ÉTUDES

L'encyclique « Quadragesimo anno »

IV. — Le juste salaire

Introduction

Tant que durera le régime actuel du salariat, même « tempéré quelque peu par des éléments empruntés au contrat de société », la condition essentielle d'un relèvement du prolétariat sera d'assurer aux travailleurs un juste salaire.

Un autre jour, il faudra parler de la légitimité du salariat, montrer que s'il n'est pas la seule forme possible de rémunération du travailleur, il reste un système perfectible

sans doute, mais acceptable et nullement basé sur l'injustice. Aujourd'hui étudions les principes qui règlent la question du juste salaire. Car il y a des principes en cette importante matière. Pie XI les a déterminés avec soin tant il a compris que la subsistance du travailleur avec sa famille dépend actuellement du salaire.

Cette partie de l'encyclique est amplement et nettement exposée: on n'a qu'à suivre.

PLAN D'ÉTUDE

I. — NOTIONS

Le *salaire*: rémunérateur du travail, soit intellectuel, soit manuel. Ici travail = effort, et effort humain.

D'où la nature spéciale et complexe du *contrat de salaire*. Le différencier des autres.

Le *double aspect du travail*. Au point de vue individuel, il est à la fois humain et nécessaire (voir *Rerum novarum*). Le point de vue social: solidarité de tous les facteurs de production, interdépendance des fonctions.

Le *salaire vital*. Ce qu'il est. Son fondement. Sa place dans une économie humaine.

Le *salaire familial*. Définir; distinguer le *relatif* de l'*absolu*. Comment estimer la « famille moyenne » ?

Question à débattre: en vertu de quelle justice, commutative ou sociale, le salaire familial s'imposerait-il? Conséquences pratiques.

Les autres espèces de salaire. *En espèces* et *en nature*: condition particulière des domestiques. *Nominal* et *réel*: l'importance du pouvoir d'achat accordé aux travailleurs.

II. — DÉTERMINATION

« La détermination du juste taux du salaire ne se déduit pas d'une seule, mais de plusieurs considérations. »

A) La subsistance de l'ouvrier et de sa famille

L'objectif, c'est le salaire familial. Le sens de l'expression, à déterminer par tout le contexte et la comparaison avec *Casti connubii*: charges normales de famille, épargne des temps antérieurs (avant le mariage et au début), appoint domestique de la femme et des enfants.

Conséquences pratiques de cette interprétation: économie, enseignement ménager, travail féminin, etc.

Fondement de cette doctrine. L'ouvrier doit par le seul salaire satisfaire à deux devoirs: se nourrir et nourrir sa famille, prolongement de sa personnalité. Doctrine de modération, qui suppose des vertus de la part des travailleurs et d'autres conditions. Doctrine d'une application délicate mais non impossible.

Tous les ouvriers adultes et normaux ont droit à ce salaire, qui se proportionne non aux charges du travailleur mais à la quantité et à la qualité du travail.

Tel que défini, c'est un salaire minimum. Outre la valeur humaine du travail, il faut considérer l'utilité économique. D'où rémunération supérieure et inégale. Pas de nivellement des salaires.

B) La situation de l'entreprise

Les salaires ne doivent pas conduire l'entreprise à la ruine, au détriment de tous. Donc tenir compte des besoins des entrepreneurs.

Mais toujours, primat du salaire sur le dividende de l'actionnaire et l'intérêt de l'obligataire.

Mais ces besoins doivent être légitimes et non fictifs. On suppose des vertus chez les directeurs. La maladministration (charges injustifiées, mouillage du capital, etc.) doit retomber sur les responsables, non sur les travailleurs.

Doctrine de collaboration et de conciliation: union des ouvriers et patrons, intervention de l'État sous diverses formes, pour maintenir l'entreprise.

C) Les exigences du bien commun

Le taux des salaires et le chômage. Étudier la répercussion des salaires sur l'économie générale. Le bienfait d'une doctrine de modération.

Doctrine de différenciation qui impose une organisation de l'économie. L'interdépendance des salaires et des prix. Voir cela dans le concret.

La règle de l'échange, c'est le juste prix, dans une économie ordonnée. La conception contraire du libéralisme économique: idée de gain, rend l'échange arbitraire. Conséquences sociales de ces deux théories.

Ce qui prime, c'est « l'honnête subsistance » de tous. Finalité humaine.

III. — COMPLÉMENTS

Nécessité de ces compléments. Le salaire familial vise les charges normales et les besoins ordinaires. Il faut pourvoir aux autres.

Les *allocations familiales*. Définition. Importance sociale des familles nombreuses. Fin: rétribution d'un service social. Moyens d'accorder d'autres indemnités compensatrices: allègement d'impôts, etc. Formules diverses trouvées pour les allocations: caisses de compensation, etc.

Les *assurances sociales*. — Nature. Nécessité actuelle. Principe sauf, modalités délicates. Il faut contribution personnelle pour aviver l'esprit de prévoyance. Les efforts tentés un peu partout. Caisses professionnelles contrôlées et soutenues par l'État semblent préférables.

BIBLIOGRAPHIE

- CHAGNON, *Directives sociales catholiques* (E. S. P.), 6^e leçon.
DU PASSAGE, *Notions de Sociologie* (De Gigord), p. 76-84.
SAUVAGE, *En écoutant le Pape* (Ed. Jocistes), I, p. 125-139.
DESROSIERS, *Choisissons la doctrine sociale de l'Église ou la ruine* (E. S. P.), 9^e causerie.

La question sociale

PETIT CATÉCHISME

20. Qu'appelle-t-on syndicats?

On appelle syndicats les groupements qui se constituent à l'intérieur de la profession pour étudier et promouvoir tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette profession: salaire, durée et conditions du travail, développement de l'enseignement professionnel, réglementation de l'apprentissage, assurance contre le chômage, grève légitime, publications techniques, etc.

Ces groupements ou syndicats peuvent être constitués ou par les seuls ouvriers, ou par les seuls patrons, ou à la fois par les patrons et les ouvriers. On les appelle dès lors syndicats ouvriers, syndicats patronaux, syndicats mixtes.

Le droit de faire des syndicats est indubitable. Il est une des formes du droit d'association. L'homme tient de la nature et donc de Dieu le droit de constituer ces groupements et de leur donner les statuts et règlements qui paraissent les plus appropriés au but visé.

21. Quelles sont les principales obligations des syndicats?

1^o Les syndicats doivent favoriser la formation religieuse et la moralité des associés, car c'est ainsi surtout qu'on les prépare à bien gérer leurs droits et leurs devoirs.

2^o Ils doivent, par des moyens honnêtes, défendre tous les intérêts professionnels énumérés plus haut.

3^o Ils doivent initier leurs membres, et plus spécialement les dirigeants, « à une connaissance pratiquement suffisante des questions techniques, professionnelles et économiques ». Leur influence sera ainsi vraiment efficace.

4^o Ils ne doivent jamais, dans la défense des intérêts professionnels, prôner ou accepter la lutte des classes, ou avoir recours à des moyens mauvais.

5^o Ils doivent enfin se soumettre aux statuts du syndicat, et cela au nom de la justice.

22. Les syndicats chrétiens peuvent-ils faire une entente ou une sorte de cartel avec des syndicats socialistes ou neutres?

Oui, si un intérêt grave qui est en jeu ne peut être sauvegardé que par cette entente et si, d'autre part, les quatre conditions suivantes sont réalisées: « Ces ententes se font seulement dans des cas particuliers; la cause qu'on veut défendre est juste; il s'agit d'un accord temporaire; et l'on prend toutes les précautions morales qui peuvent provenir d'un tel rapprochement. »

POUR SE DOCUMENTER

■ *Pourquoi les catholiques* doivent-ils refuser la main que leur tendent les communistes? Cette question, plus pratique évidemment à l'heure actuelle en France qu'au Canada, mais qui peut se poser ici, nous en trouverons la réponse dans un article que publient les *Études* du 20 décembre sous la signature de l'auteur de *Pax Nostra*, le P. Fessard, S. J.

■ *L'article de M. Frédéric Eccard*, ancien sénateur, consacré au livre de sir Walter Citrine sur la Russie et paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre, vient d'être publié en brochure sous ce titre: *les Bolcheviks jugés par les Trade-Unions*. (Belfort, Société Générale d'Imprimerie.)

■ *S. Ém. le cardinal Liénart* a prononcé en octobre dernier un remarquable discours sur l'ordre social chrétien. Il expose: 1^o le danger du communisme; 2^o ses causes profondes; 3^o les vrais remèdes. Son Éminence a bien voulu nous autoriser à publier ce travail. Il paraîtra bientôt en brochure à l'Œuvre des Tracts.

■ *L'École Sociale Populaire* rappelle qu'elle tient à la disposition de ceux qui veulent des armes contre la propagande communiste un choix abondant de brochures, de tracts, d'affiches, entre autres:

I. — Deux brochures illustrées, format du *Messenger Canadien*, à 5 sous:

1^o *La Charte des Travailleurs*, par le P. ARCHAMBAULT, S. J. Explication de l'encyclique *Rerum novarum*, 16 pages;

2^o *Bolchevisme et catholicisme* — la doctrine et les œuvres du bolchevisme mis en regard de la doctrine et des œuvres du catholicisme — (en collaboration), 32 pages.

II. — Deux tracts de quatre pages (35 sous le cent):

1^o *Ce qu'est le communisme*;

2^o *Ce que le communisme a donné en Russie*.

III. — Sept affiches illustrées, montrant où conduit le communisme. 10 sous la série.

IV. — Une brochure populaire du P. Crozier: *La « liberté chérie » du parti communiste*, 32 pages, 10 sous.

Paraîtra le 1^{er} février

DIRECTIVES SOCIALES CATHOLIQUES

PAR LE

R. P. LOUIS CHAGNON, S. J.

Professeur à l'Université pontificale grégorienne

LEÇONS PROFESSÉES A MONTRÉAL
d'octobre à décembre 1936

- | | |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| I. — L'invasion communiste. | VII. — Rôle de l'État. |
| II. — Charité et justice sociale. | VIII. — L'organisation corporative. |
| III. — Les devoirs de la propriété. | IX. — Politique corporative. |
| IV. — Capital et travail. | X. — Collaboration internationale. |
| V. — Le relèvement du prolétariat. | XI. — L'évolution du capitalisme. |
| VI. — Le juste salaire. | Bibliographie. |

50 SOUS, 55 SOUS FRANCO.

En vente chez les libraires et à l'Action Paroissiale,
4260, rue de Bordeaux, Montréal.

L I S E Z

L'Organisation professionnelle

le compte rendu de la Semaine sociale des Trois-Rivières, tenue en juillet 1936, qui vient de paraître. \$1.50 l'exemplaire; \$1.65 franco; au secrétariat de l'É. S. P. (1961, rue Rachel Est, Montréal).